Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 102 (1957)
Heft: 5

Artikel: La stratégie allemande aux moments décisifs de la guerre terrestre
Autor: Tippelskirch, Kurt von
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-342812

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

102e année N° 5 Mai 1957

REVUE MILITAIRE SUISSE

Rédaction-Direction : Colonel-brigadier **Roger Masson**
Rédacteur-Adjoint : Lt-colonel EMG **Georges Rapp**
Administration : Lt-colonel **Ernest Buetiger**
Editeurs et expédition : Imprimeries Réunies S. A., av. Gare 33, Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. II. 5209)
Annonces : Publicitas S. A., succursale, rue Centrale 15, Lausanne

ABONNEMENT : **Suisse :** 1 an Fr. 12.— ; 6 mois Fr. 7.— ; 3 mois Fr. 4.—
Etranger : 1 an Fr. 15.— ; 6 mois Fr. 8.— ; 3 mois Fr. 4.50
Prix du numéro : Fr. 1.50

La stratégie allemande aux moments décisifs de la guerre terrestre[1]

Clausewitz, dans son ouvrage classique *De la guerre*, déclare que « la forme défensive de la guerre est plus forte en soi que la forme offensive — mais avec un but négatif[2] ». Moltke, dans son livre *Sur la stratégie* (1871), dit encore : « Aucun plan d'opération ne peut aller avec quelque degré de certitude au-delà de la première rencontre avec les forces principales de l'adversaire. Seul le profane peut croire apercevoir dans le déroulement d'une campagne le développement conséquent d'une idée de manœuvre conçue à l'avance, mise au point dans tous ses détails et invariablement suivie jusqu'au bout[3] ».

Cet axiome de Clausewitz, fondé sur la nature même de la guerre, et cette réflexion de Moltke, suggérée par l'expérience des campagnes de 1866 et de 1870-1871, mais confirmée par toute l'histoire militaire — même celle de 1914 à 1918 — semblent ne pouvoir s'appliquer aux opérations accomplies par l'armée allemande de 1939 à 1941 en Pologne, en France et dans les Balkans.

[1] Kurt von Tippelskirch, général d'infanterie en retraite, est l'auteur d'une grande histoire de la Deuxième Guerre mondiale (*Geschichte des zweiten Weltkrieges*).

[2] Von Clausewitz : *De la guerre*. Livre VI, chap. I : « Offensive et défensive ».

[3] Moltke : *Anthologie de ses ouvrages militaires*, Berlin 1938.

De nouveaux moyens de combat, nés au cours de la Première Guerre mondiale, se développèrent ultérieurement et furent incorporés de la façon la plus logique dans l'armée allemande qui se reconstitua après 1935. La disparité qui en résulta ne se limita pas à l'organisation des forces qui allaient s'affronter, elle se retrouva entre les principes des deux commandements; aussi la Wehrmacht eut-elle d'emblée le moral le plus élevé. Ce ne fut que lorsque les Alliés commencèrent à employer avec une efficacité croissante ces nouveaux moyens qu'ils produisaient à une échelle démesurée, tout en disposant d'une supériorité numérique écrasante, dans le temps même où le commandement allemand s'écartait de plus en plus des règles immuables de l'art militaire, que la « fortune de la guerre » se renversa.

Lors de la campagne balkanique de 1941, notre équipement et notre commandement techniques l'emportaient à ce point sur ceux de l'adversaire que le résultat final ne pouvait dès l'abord être mis en doute. Les conditions étaient à peu près analogues lors de la campagne de Pologne, en 1939, quoique le déséquilibre fût moins grand. De plus, le commandement polonais rendit un « service gratuit » à la partie adverse en établissant ses forces à la périphérie d'un théâtre cerné sur trois côtés et en prétendant attaquer malgré son infériorité numérique et technique.

En 1940, le commandement français avait projeté de se cantonner dans la « défensive » pour arrêter l'assaut allemand sur un front très court choisi par lui : ligne Maginot-Meuse jusqu'à Namur-Anvers, en attendant l'heure de forcer la décision, à l'exemple du précédent conflit, quand le blocus aurait agi et que ses partenaires (la Grande-Bretagne et — espérait-il — les Etats-Unis) auraient eu le temps de s'armer. Il se reposait sur ce plan, fondé sur la stratégie la plus puissante et visait un but — provisoirement — négatif. En dépit du précédent de Pologne, il n'avait pas reconnu que deux éléments nouveaux : l'emploi des unités motorisées et l'intervention de l'aviation sur le champ de bataille, permettaient

de réaliser des ruptures contre lesquelles seul un commandement pourvu des mêmes moyens offensifs que son adversaire pouvait à la rigueur compter réagir.

Le commandement français ne possédait pas de tels moyens. Fort de l'expérience de l'autre guerre, il ne croyait pas à la possibilité de percées réalisées par la surprise, par le mouvement, et irréparables par leur soudaineté. D'autre part, l'assaut allemand se produisit sur la Meuse, entre Sedan et Namur, c'est-à-dire dans un secteur où l'adversaire ne l'attendait pas. Ce ne fut pas de gaîté de cœur que le commandement allemand transporta en cet endroit le centre de gravité de l'opération. Sa décision fut principalement influencée par une proposition du futur maréchal von Manstein, à laquelle Guderian donna son assentiment au nom de l'armée blindée. Mais, en février 1940, Jodl notait dans son Journal : « Le coup contre Sedan constitue un détour dans lequel on pourrait fort bien se laisser pincer par le dieu de la guerre ». Si ce dieu de la guerre se montra en définitive si favorable aux Allemands en leur accordant un succès écrasant, c'est surtout parce que la distribution des forces anglo-françaises ne répondait pas à toutes les possibilités. Les Alliés disposaient en effet de dix-neuf divisions motorisées françaises et britanniques, de trois divisions blindées et de trois divisions légères. Si une importante partie de celles-ci avait été tenue en réserve en quelque point central, il eût été possible de les jeter en temps utile aux points de rupture.

Mais le commandement français, loin d'agir ainsi, rendit lui aussi un « service gratuit » à son adversaire ; il ne lui resta plus dès lors qu'à méditer ces paroles de Moltke : « Il est à peu près impossible de rattraper dans tout le cours ultérieur de la guerre une faute commise lors du déploiement originel des armées [1] ». Il jeta la masse de ses unités rapides, les engins motorisés servant uniquement de moyens de transport, dans l'espace hollando-belge, où elles furent immédiatement fixées par le groupe d'armées B.

[1] MOLTKE, *op. cit.*, p. 22.

La situation aurait pu se développer de façon extrêmement différente si les Français avaient maintenu ces forces en arrière de la frontière franco-belge, pourvue de fortifications puissantes, et à l'ouest de la ligne Maginot, laissant, en dépit des puissantes raisons politiques qui s'y opposaient, les Belges et les Hollandais contenir les armées allemandes. C'était la solution que l'on redoutait le plus dans le camp allemand. L'annonce que les trois armées de gauche (1re armée française, armée anglaise et 7e armée française) pénétraient en Belgique fit pousser un soupir de soulagement. Il est toutefois certain que, même si la défense avait adopté une attitude différente, la supériorité de la Luftwaffe et la concentration opérationnelle des unités rapides auraient pu produire un effet extrêmement efficace, sinon décisif. Mais, non moins certainement, cette « première rencontre avec les forces principales de l'ennemi, aurait créé une situation nouvelle [1] » ; il eût été beaucoup plus difficile au commandement allemand de pousser jusqu'à la mer en coupant les trois armées de l'aile gauche et en les encerclant dans la région Lille-Dunkerque.

Le plan qui visait dès l'origine à cet encerclement des trois armées et à la formation d'un front défensif s'allongeant progressivement sur l'Aisne et sur la Somme, s'exécuta pour l'essentiel sans perturbation. On peut considérer qu'il marque la naissance d'une ère nouvelle dans l'histoire militaire. S'il connut une crise, ce fut dans le domaine des décisions et non dans celui de l'exécution.

Dunkerque ne fut pas ce qu'on peut appeler une crise opérationnelle.

Dans le cadre des opérations dirigées contre l'aile nord franco-britannique, il s'agissait de déterminer par quels moyens anéantir les armées encerclées. C'était une pure question d'opportunité tactique. Hitler choisit un procédé inopportun, dans la crainte — en réalité mal fondée — d'affaiblir inutilement les divisions blindées en les engageant sur un terrain défavora-

[1] Moltke, *op. cit.*, p. 26.

ble, et dans l'espoir, soutenu ou peut-être inspiré par Goering, que l'aviation serait capable d'achever cette destruction ; sans doute aussi méconnut-il le danger, que risquait de constituer pour la poursuite de la guerre, une évasion de la grande masse de l'armée britannique, même sans matériel, et surévalua-t-il la force de résistance des armées françaises établies sur le front de l'Aisne. Cette erreur n'eut aucune importance pour la seconde phase de la campagne de France. Elle devait en revanche avoir des conséquences stratégiques d'une portée incalculable.

En face de l'armée française, amputée des deux cinquièmes de ses meilleures divisions, et après l'élimination des forces britanniques, belges et hollandaises, l'armée allemande de l'Ouest, appuyée par son aviation, qui détenait la maîtrise incontestée de l'air, se trouvait posséder une si grande supériorité qu'il ne pouvait plus se produire de crise opérationnelle nécessitant de modifier les décisions. Après le 5 juin, son commandement n'intervint plus qu'une seule fois, pour accélérer la désagrégation de l'adversaire. Le groupe blindé von Kleist ayant percé à Péronne, le 6, et le groupe blindé Guderian s'étant ouvert un chemin à travers le front français, le 11, il décida d'orienter le premier vers le Sud-Est, en direction du second, pour ouvrir vers le Sud une brèche large de près de 100 kilomètres. La supériorité allemande devint alors si écrasante que le front français s'écroula, ce qui permit de prendre à revers et d'encercler les divisions demeurées à l'Est l'arme au pied.

L'ÉCHEC DE LA GUERRE-ÉCLAIR

Le rapide succès remporté à l'Ouest induisit Hitler à croire que le même succès était assuré contre l'Union soviétique. Cette fois les considérations purement opérationnelles s'effacèrent largement devant les facteurs psychologiques.

« Lorsque l'armée russe aura été accrochée, déclara-t-il le 5 décembre 1940, lors d'une conférence avec les chefs de

l'armée, il faut qu'elle subisse un désastre encore plus grand que celui de la France en 1940 [1] ».

Le 9 janvier 1941, lors d'un autre entretien avec les mêmes personnalités, il compléta cette déclaration : « L'armée russe est un colosse aux pieds d'argile et sans tête. Elle ne dispose d'aucun chef véritable, elle est misérablement équipée, on ne peut cependant la sous-estimer. L'objectif des opérations doit être de la détruire, d'occuper les régions industrielles les plus importantes et de ravager les autres ; par ailleurs, il faut s'assurer la possession de la région de Bakou [2] ». De cette conviction est née l'instruction 21, « Cas Barbarossa », en date du 18 décembre 1940, qui déclarait dans son premier paragraphe : « L'armée allemande doit se préparer... à abattre la Russie soviétique par une campagne rapide ».

Il n'y a pas lieu d'examiner ici si cette appréciation de la force de résistance russe était ou non justifiée par les renseignements dont disposait alors le camp allemand. Celle du grand état-major était beaucoup moins optimiste. Quoi qu'il en soit, le plan d'opération se fonda, comme lors des trois campagnes précédentes, sur l'hypothèse qu'on pourrait manœuvrer l'ennemi bien « au-delà de la première rencontre avec ses forces principales ». L'instruction 21 définissait ainsi l'objectif des premières opérations :

« Exercer l'effort principal au nord des marais du Pripet, qui partagent en deux le théâtre d'opérations. Y prévoir deux groupes d'armées. Le plus méridional — centre du front oriental — aura pour mission de disperser les forces ennemies de la Russie blanche... avec des unités blindées et motorisées particulièrement puissantes. On se créera ainsi la possibilité de faire obliquer une importante partie des troupes rapides vers le nord et de prêter la main au groupe d'armées Nord, partant de la Prusse orientale pour opérer en direction générale de Leningrad, afin de l'aider à détruire les forces ennemies im-

[1] H. Greiner : *le Haut-Commandement de la Wehrmacht de 1939 à 1943*, Wiesbaden, 1951, p. 326.
[2] *Id.* p. 344.

plantées dans les Etats baltes. C'est seulement après avoir assuré le succès de cette mission primordiale, d'où doit découler l'occupation de Leningrad et de Cronstadt, qu'on engagera les opérations offensives destinées à s'emparer de l'important centre de voies de communications et de fabrications d'armements qu'est Moscou.

» Seul un effondrement de la résistance russe, se produisant avec une rapidité inattendue, pourrait justifier une poursuite simultanée des deux objectifs. »

L'instruction du 31 janvier 1941, qui modifiait sensiblement la première instruction Barbarossa en ce qui concernait le groupe d'armées Sud, fixait à celui-ci la mission suivante :

« Pousser l'aile gauche renforcée en direction de Kiev — les unités rapides en tête. Détruire à l'ouest du Dnieper les forces russes de Galicie et de l'Ukraine occidentale. S'emparer de bonne heure de passages sur le Dnieper à Kiev et plus en aval afin d'être en mesure de continuer la progression au-dela [1] ».

Hitler ne doutait pas de désagréger la masse de l'armée russe dès le début des opérations, comme au cours des campagnes précédentes, et, cela fait, de disposer d'une liberté de manœuvre pleine et entière. Ce résultat n'ayant pas été obtenu, une crise se produisit, la plus grave depuis le commencement de la guerre. Les actions des trois groupes d'armée furent bien couronnées de succès, surtout au centre du dispositif où s'excerçait l'effort principal, mais elles ne provoquèrent ni la destruction rapide des forces opposées, ni, après les premières percées, l'effondrement de la volonté de résistance ennemie, sur lequel Hitler avait misé tout particulièrement. Même dans les situations les plus désespérées, les unités soviétiques continuèrent de combattre.

Le haut-commandement s'était tacitement écarté de l'idée de manœuvre fondamentale du plan originel : ne pousser sur Moscou qu'après avoir assuré le succès de « la mission primor-

[1] Cité par MENDELSSOHN : *les Documents de Nuremberg*, p. 334.

diale consistant à détruire le groupe ennemi du Nord et à occuper Leningrad » et réalisé « la destruction complète des forces russes se trouvant en Ukraine ». Il devait le payer cher.

Au 10 juillet, les groupes d'armées Sud et Nord n'étaient pas parvenus à anéantir l'ennemi, mais simplement à le refouler, tandis que celui du Centre réussissait à encercler et à détruire ses adversaires dans la double bataille de Bielostok-Minsk. Dès lors, la poursuite des opérations réclamait une décision que Hitler, dès le 4 juillet [1], avait appelée « la plus dure de cette campagne ». Elle traîna pendant six longues semaines. Tout d'abord, elle ne présenta pas un caractère d'urgence. Elle fut longuement examinée par écrit et oralement, au cours de discussions qui mirent en lumière les divergences de vues qui séparaient Hitler et le haut-commandement, mais n'aboutirent à aucun résultat tangible. On put croire son heure venue à la fin de juillet, lorsque le groupe d'armées du Sud eut détruit les forces rouges de l'Ukraine dans la bataille d'encerclement d'Ouman, à l'ouest du Dnieper, qu'un autre encerclement eut été réalisé dans la région de Smolensk et que le groupe du Nord, tout en assurant la protection offensive de son flanc oriental, eut progressé jusqu'à la Louga, en vue d'attaquer Leningrad. Le commandement allemand n'avait cependant pas encore obtenu toute sa liberté de manœuvre. Le 3e groupe blindé qui, d'après le plan initial, aurait dû intervenir de bonne heure à l'aile Sud du groupe d'armées du Nord, demeurait fixé au nord de Smolensk, tandis que le 2e combattait dans la région de Roslav pour dégager le flanc méridional du groupe du Centre. D'autre part, il se révéla qu'il fallait aux unités blindées deux ou trois semaines pour se refaire. Il fallut encore retarder la décision. Mais Hitler ne laissa aucun doute sur ses intentions : enlever d'abord Leningrad, puis le Sud, et seulement ensuite Moscou.

Le haut-commandement essaya par tous les moyens de le faire revenir sur cette conception, même en s'assurant le con-

[1] Cité par MENDELSSOHN, op. cit., 367.

cours actif du général Jodl. Le 10 août, celui-ci déclara nettement que « les séduisantes possibilités d'opérer à partir du Centre en faveur des deux autres groupes d'armées devaient s'effacer devant l'objectif le plus important : détruire l'adversaire le plus puissant devant le groupe du Centre et s'emparer de Moscou [1]. Il proposa de lancer dès la fin d'août une attaque résolue contre la capitale soviétique — l'infanterie au centre, les blindés aux ailes. Dans cette solution, « les groupes d'armées du Nord et du Sud resteraient provisoirement seuls en face de leurs adversaires, avec la certitude d'être efficacement appuyés par le groupe du Centre lorsque celui-ci passerait à la phase de poursuite après avoir pris Moscou ».

Le 18 août, le haut-commandement présentait une proposition dans le même sens, visant à « faire continuer les opérations engagées par le groupe du Centre, en liaison avec celles des groupes du Nord et du Sud », lui fixant pour objectif immédiat « la destruction des puissantes forces ennemies qui lui faisaient face et par conséquent la dislocation du front de résistance envisagé par les Russes ». Il soulignait que l'état des unités rapides permettait tout au plus de les engager pour une seule opération décisive et que le groupe du Centre ne pourrait prolonger son action au-delà des mois de septembre et d'octobre, en raison des conditions météorologiques. Aussi fallait-il concentrer toutes ses forces sur cet objectif unique, en reléguant au second plan toutes les autres opérations tactiques ne présentant pas un intérêt capital. « Autrement, nous ne disposerons plus ni du temps, ni des moyens nécessaires pour obtenir cette année la décision contre les forces et les ressources vitales de l'ennemi situées devant le groupe d'armées du Centre, ce qui doit pourtant demeurer le but essentiel du commandement militaire [2] ».

Hitler maintint au premier rang l'objectif idéologique (Leningrad, haut lieu du bolchévisme) et l'objectif économique (centres industriels de l'Ukraine et pétrole du Caucase, « dont

[1] Cité par MENDELSSOHN, op. cit., p. 401.
[2] Cité par MENDELSSOHN, op. cit., p. 404 ff.

l'usage doit être tout au moins retiré aux autres »). Il ne parvint pas à comprendre que « l'attaque principale ne devait pas dépendre de points secondaires », « qu'une offensive destinée à jeter bas l'adversaire ne pouvait atteindre son but si l'on n'avait pas l'audace de la lancer comme une pointe de flèche en plein cœur de l'Etat ennemi »[1], tandis que ses conseillers — même ceux du haut-commandement — se laissaient écarter du principe fondamental selon lequel, « parmi tous les objectifs qui peuvent être poursuivis à la guerre, la destruction des forces ennemies paraît toujours et partout le plus profitable »[2].

Le 20 août, le Führer rejeta le plan du haut-commandement en observant que Moscou et les puissantes forces rassemblées en ce lieu ne lui importaient guère ; il lui paraissait beaucoup plus essentiel de priver l'ennemi de ses régions industrielles et de les occuper pour les utiliser éventuellement à notre profit.

On ne parla plus de prélever des détachements sur le groupe du Centre pour les faire participer à la conquête de Leningrad, car les effectifs ne le permettaient plus. Ce groupe se tint sur la défensive ; la 2e armée, à son aile Sud, et le 2e groupe blindé furent envoyés au groupe du Sud pour l'aider à détruire l'ennemi qui barrait sa route. Au cours de la bataille de Kiev, qui dura jusqu'au 26 septembre, plusieurs armées russes furent anéanties. Le butin s'éleva à 665 000 prisonniers, 3718 canons, 884 chars. Mais à quel prix !

L'attaque lancée sur Moscou le 2 octobre fut enrayée avant d'avoir pu atteindre son objectif ; plus au sud, Rostov fut occupé provisoirement, mais reperdu dès la fin de novembre ; l'ennemi conserva Leningrad. De plus, l'armée russe demeura assez forte pour sortir de la défensive au centre, grâce à l'arrivée des unités appelées d'Extrême-Orient, et passer aux représailles.

L'opération qui se proposait « d'abattre l'Union soviétique par une campagne rapide » avait échoué ; le plan d'opération

[1] CLAUSEWITZ, *op, cit.*, livre VIII, chapitre IX.
[2] ID., livre I, chapitre II.

initial, fort controversé, ne s'était pas étendu « au-delà de la première rencontre avec les forces principales de l'ennemi ». De même, « le chef n'avait pu conserver constamment son objectif principal devant les yeux, sans se laisser troubler par les vicissitudes de la situation [1] », parce que ce « chef » était un organisme double chez lequel, d'entrée de jeu, il n'existait aucune unanimité sur l'« objectif principal ».

On parvint de justesse, en grande partie grâce à la volonté de fer de Hitler, mais au prix d'énormes sacrifices en hommes et en matériel, à empêcher l'offensive russe d'atteindre son but ultime : disloquer le front allemand.

Vers la déroute

Etant donné la situation stratégique générale, il fallait de nouveau essayer d'obtenir la décision à l'Est en 1942. Les effectifs allemands ne suffisaient plus à nourrir une offensive sur toute l'étendue de l'immense front. L'opération engagée le 28 juin fut dès l'origine marquée au sceau du dualisme qui caractérisait la pensée de Hitler. Tendant à un but à la fois économique et militaire, elle se fixa deux objectifs nécessitant des poussées divergentes : la conquête de Stalingrad et du cours inférieur de la Volga, d'une part, celle des régions pétrolifères du Caucase de l'autre. Le succès économique ne pouvait être utile et durable que si l'on parvenait à une victoire décisive sur les forces du front russe méridional. L'offensive partit de la ligne Koursk-Taganrog; à la fin de juillet, elle avait déblayé toute la boucle du Don, de Karkov à Voronèje, mais, tout en infligeant des pertes considérables aux Russes, elle ne réalisa aucun encerclement comme ceux de l'année précédente, le commandement adverse réussissant toujours à se dégager à temps. Elle ne procura pas « les canons et les prisonniers qui ont de tout temps été considérés comme les véritables trophées de la victoire et comme la vraie mesure de celle-ci, parce qu'ils rendent un compte exact de son ampleur » [2].

[1] Moltke, *op. cit.*, p. 23.
[2] Clausewitz, *op. cit.*, livre IV, chap. iv.

A la fin de juillet, lorsque l'aile Sud franchit le Don à Rostov et plus à l'est pour se diriger vers les champs pétrolifères du Caucase, encore éloignés de 350 à 750 kilomètres, et que la 6e armée, affaiblie par le détachement de la 4e armée blindée vers le Sud, se lança à l'attaque frontale de Stalingrad, était-il encore possible de remporter un succès militaire décisif, seul capable d'assurer la possession des régions vitales pour l'économie soviétique ? Dans l'affirmative c'était au nord du secteur d'opération qu'il fallait le chercher. On peut se demander si, en passant à la défensive sur le Don inférieur et en concentrant tous les moyens disponibles pour attaquer en direction du nord, on fût parvenu à faire sauter le centre du front russe, alors fortement incurvé. Dès la fin de juin, il était facile de reconnaître qu'on ne pouvait rencontrer le gros de l'armée ennemie et lui infliger une défaite décisive ni en marchant sur le Caucase, ni en assaillant Stalingrad. En outre, par suite de la divergence imposée aux deux axes de l'offensive, les moyens allemands ne suffisaient plus ni pour entrer en possession des régions pétrolifères les plus importantes, ni pour tenir fermement la rive de la Volga. L'opération, du fait même de la dualité de ses objectifs, n'atteignit aucun de ses buts. Mais même en prenant Stalingrad et en poussant jusqu'à Grosny, elle n'aurait pu emporter la décision ; la puissance offensive allemande était épuisée, la Wehrmacht et ses alliés se trouvaient surtout beaucoup trop faibles pour résister à une réaction russe sur un front aussi vaste : près de 2000 kilomètres du Caucase à Voronèje. Lorsqu'on résolut, à la fin de juillet, de poursuivre les deux objectifs, on décida du même coup de l'issue de la campagne avec toutes ses conséquences.

En octobre et en novembre, on aurait encore pu tirer la leçon de l'échec militaire et partant économique de l'offensive. Les avertissements ne manquèrent pas. Le fait que les Russes restaient assez mordants pour lancer en plusieurs points des attaques de diversion sur les fronts du Centre et du Nord, fixant ainsi d'importantes forces allemandes loin du théâtre décisif, démontrait suffisamment qu'ils n'avaient pas besoin

de leurs ultimes ressources pour affronter la poussée du sud. Le commandement n'ignorait pas que les armées roumaines, italiennes et hongroises chargées de couvrir le flanc allemand sur l'immense boucle du Don, de Stalingrad à Voronèje, n'étaient pas en mesure de faire face à de violentes attaques.

En novembre 1941, lorsque Hitler et ses conseillers avaient pris la résolution de relancer l'opération contre Moscou en dépit de la funeste diversion sur Kiev et au risque de dépasser le point culminant de la victoire, il existait encore une possibilité incontestable de forcer la décision ; mais en automne 1942, rien ne justifiait plus le déclenchement d'offensives inutiles sur un front déjà par trop tendu. Il était grand temps de comprendre que seule la défensive, adoptée librement, avant d'y être contraint, offrait encore des possibilités de briser la puissance russe.

En mars 1943, lorsque la très grave crise du front Sud, provoquée par la destruction de la 6e armée à Stalingrad, par la désagrégation des trois armées alliées et par l'évacuation du Caucase, eut été surmontée par le refoulement du « front Sud-Ouest » russe qui avait pénétré jusqu'à Zaporojé, lorsque les bastions de Viazma-Rjev et Demjansk, encore profondéments enfoncés dans les lignes russes, eurent été évacués entre la fin de février et la mi-mars, pour procurer enfin de nouvelles réserves au commandement, lorsque enfin l'apparition de la boue imposa une trêve aux deux camps, la question de savoir à quelle stratégie l'Allemagne entendait confier son destin prit une extrême acuité. La solution qui semblait sage dès l'automne 1942 devenait encore plus inéluctable après les graves pertes de l'hiver : une défense en souplesse, profitant des glacis antérieurement conquis pour se dérober aux offensives russes trop violentes, mais saisissant toute occasion favorable pour détruire des forces ennemies par des contre-attaques bien calculées dans le temps et dans l'espace, selon la méthode qui avait si bien réussi au sud de Karkov. A cette fin, d'amples réserves, surtout en unités rapides, étaient

indispensables à tous les groupes d'armées. Toutes les conditions d'une telle stratégie étaient réunies au printemps 1943.

Mais Hitler nourrissait de plus hautes ambitions, qu'approuvèrent d'ailleurs, au début, le chef d'état-major général de l'armée et plusieurs grands chefs du front oriental. Qu'une offensive cherchant la décision ne fût plus possible en été 1943, il le comprenait fort bien. Mais il ne se croyait pas contraint pour autant de se résigner à la défensive. Le début de son ordre d'opérations en date du 15 avril 1943, qui prévoyait une offensive à objectif limité sur le saillant de Koursk, était ainsi rédigé :

« J'ai décidé d'exécuter l'opération « Citadelle », première offensive de cette année, dès que les conditions météorologiques le permettront.

» Cette opération revêt une importance exceptionnelle. Elle doit réussir rapidement et de façon décisive. Elle doit nous rendre l'initiative pour le printemps et l'été prochains.

» En conséquence, tous les préparatifs devront être poussés avec le plus grand soin et la plus grande énergie. Dans les secteurs-clefs, on placera les meilleures unités, les meilleures armes, les meilleurs chefs et on réunira de grandes quantités de munitions. Chaque officier, chaque soldat doit se pénétrer de l'importance décisive de cette attaque. »

« La victoire de Koursk doit briller comme un phare pour le monde entier ».

Voici quel devait en être l'objectif :

« Encercler et détruire par une attaque concentrique les forces ennemies implantées dans la région de Koursk, grâce à l'avance rapide, brutale, conjuguée, de deux armées partant respectivement des environs de Bielgorod et du sud d'Orel ».

On comptait atteindre en définitive la pointe est du saillant constitué jusqu'alors dans notre front.

Pour exécuter l'opération, on rameuta 15 divisions blindées et 23 divisions d'infanterie en dégarnissant à peu près complètement de leurs réserves les autres secteurs et en étirant un peu plus les unités qui les occupaient. Elle devait être

déclenchée par surprise dès la disparition de la boue. On ne peut nier qu'envisagée de la sorte, elle se justifiait. Mais elle fut retardée jusqu'au mois de juillet, surtout pour des raisons techniques, Hitler tenant absolument à engager environ 300 chars des nouveaux modèles Tigre et Panthère. Aussi perdit-elle, en dépit de toutes les précautions, son caractère de surprise, le secteur se désignant tout naturellement à une offensive allemande. Les Russes se préparèrent donc minutieusement à la recevoir.

Lorsqu'elle fut enfin lancée, le 5 juillet, elle manqua donc complètement son objectif stratégique : elle ne réalisa que quelques succès tactiques assez maigres au nord, plus considérables au sud, mais non décisifs. Par ailleurs, l'adversaire, non content de monter une défense infranchissable dans le secteur d'attaque, rassembla des réserves si importantes à l'est et au nord d'Orel, qu'il se trouva capable, dès le sixième jour de l'opération, d'assaillir de flanc et à revers le groupe d'assaut septentrional de la 9e armée. Celle-ci, gravement menacée, dut arrêter son offensive trois jours plus tard, revenir sur ses positions de départ et consacrer la masse de ses effectifs à repousser l'attaque russe à l'est et au nord d'Orel, pour échapper à un encerclement.

La conséquence de cette opération manquée, qui devait « nous rendre l'initiative pour le printemps et l'été prochains », fut de faire passer définitivement cette initiative entre les mains de l'ennemi, dans les conditions les plus favorables pour lui puisque les puissantes réserves dont l'Allemagne disposait auparavant, si elles n'avaient pas toutes été consommées, se trouvaient désormais très dangereusement affaiblies.

Près de trois mois s'écoulèrent avant que le front allemand du centre et du sud pût se rétablir provisoirement sur le Dnieper au début d'octobre, après de sévères défaites et plusieurs percées. De toute évidence, il n'allait jouir que du répit très court nécessité par la réorganisation des unités ennemies.

Le commandement dut alors se demander si l'armée de l'Est était encore assez vigoureuse pour résister et, dans la négative, comment créer des conditions plus favorables aux opérations. Des considérations de politique générale s'oppo-

saient à un repli volontaire qui aurait dû s'effectuer surtout dans le Sud. Le haut-commandement craignait de voir la Turquie sortir de la neutralité; il désirait d'autre part maintenir le front aussi éloigné que possible des régions pétrolifères vitales de la Roumanie et, après la défection de l'Italie, ne pas offrir à ses alliés de l'Europe du Sud-Est une occasion de suivre cet exemple. Mais qu'allait-il se passer si on imposait à l'armée une tâche au-dessus de son pouvoir et si l'ennemi arrachait de force ce qu'on se refusait à sacrifier ? Le moral n'en serait que plus affecté et les moyens allemands s'en trouveraient affaiblis à l'excès.

Pour adapter la longueur du front aux forces dont on disposait, il aurait fallu évacuer la Crimée, tenue par une armée germano-roumaine qui ne fixait devant elle aucun effectif ennemi important, et se replier sensiblement sur la ligne Nikolaïev-Kiev. On aurait obtenu ainsi un raccourcissement d'environ 200 kilomètres et les réserves dont l'absence interdisait d'envisager une résistance efficace. Ce raccourcissement aurait par ailleurs empêché l'ennemi d'excuter une attaque enveloppante contre l'aile méridionale alors en saillie.

Hitler, fermant son esprit à toutes ces considérations, décida de se battre sur les positions tenues par la Wehrmacht.

Aussi, à la fin de l'hiver 1943-1944, le front, tendu à l'extrême entre la Crimée et le golfe de Finlande, avait-il été crevé en quatre endroits :

Au nord, une percée russe de part et d'autre de Leningrad, le rejeta sur l'ancienne frontière des Etats baltes.

Une attaque lancée dans la région de Nevel creusa une poche s'étendant jusqu'à Polotsk, entre le groupe d'armées du Nord et celui du Centre.

Entre le groupe d'armées du Centre et celui du Sud, l'ennemi ouvrit une brèche au nord de Kiev, à la fin d'octobre ; elle ne put être colmatée qu'en avril 1944, à Kovel, soit à 400 kilomètres plus à l'ouest.

Le groupe d'armées du Sud, refoulé jusqu'aux Carpates, ne tint plus, en avant des bouches du Danube, qu'une grande tête de pont tangentant le cours inférieur du Dniester.

Les pertes en hommes et en matériel atteignaient une ampleur absolument déraisonnable, parce que certaines unités n'avaient pas été autorisées à se replier à temps. La rigidité de la défensive la dépouillait de tout avantage.

Jusqu'au printemps 1944, le haut-commandement allemand disposait encore d'une réserve inutilisée : les armées qui occupaient la France ; mais elles avaient déjà subi des prélèvements au profit de l'Afrique tout d'abord, de l'Italie et des Balkans ensuite. En faisant appel à certains de leurs éléments, on put, sinon justifier la manière effroyablement coûteuse dont on conduisait la guerre à l'Est, du moins parer à ses conséquences les plus redoutables.

Aucune des offensives russes ne parvint à infliger une rupture décisive au front oriental. Mais cette situation allait prendre fin. On était au seuil de l'invasion. En se plaçant au point de vue du haut-commandement d'alors, qui ne considérait pas encore la guerre comme perdue au printemps 1944, et en lui attribuant la conception logique de repousser en premier lieu cette invasion avant de se retourner, toutes forces réunies, contre l'adversaire oriental, on constate que pour l'affaiblir et pour soustraire l'armée de l'Est à toute possibilité d'une défaite totale au cours de cette période, il aurait dû plus que jamais recourir à une utilisation systématique de la « forme la plus puissante de la guerre ». Il se serait ainsi fixé une tâche que, selon toute estimation humaine, il n'eût pas été en mesure de remplir. Tenir, de la mer Noire au golfe de Finlande, l'immense front toujours tendu où les vastes poches creusées au cours de l'hiver offraient à l'ennemi la possibilité de tenter des encerclements, c'était au-dessus de ses forces.

On eût encore pu défendre efficacement la région pétrolifère de Ploesti en repliant le front dans l'étroit espace compris entre les bouches du Danube et les Carpates du Sud. Trente divisions ne suffisaient pas à couvrir le grand saillant qui s'étendait de Bobrouisk à Polotsk par Mohilev, Orcha et Vitebsk ; en le ramenant sur sa corde, constituée par la Bérésina, on l'eût protégé avec vingt. Finalement il eût été désirable

de ramener les groupes d'armées du Nord sur la Dvina, en dépit des considérations de politique générale et de stratégie navale qui s'y opposaient.

Ces mesures eussent-elles suffi pour tenir le front au cours de l'été de 1944 ? Il est évidemment impossible de répondre à cette question, mais elles eussent très certainement épargné au groupe d'armées du Centre la catastrophe qui le ramena sur la frontière de la Prusse orientale, et au groupe d'armées de l'Ukraine méridionale celle qui permit aux Russes d'atteindre d'un seul élan la plaine hongroise.

Préparées par la décision d'accepter la bataille sur le front du printemps, ces catastrophes furent encore facilitées par une bévue du commandement allemand : il s'imagina que l'ennemi allait agir contre le groupe d'armées de l'Ukraine septentrionale pour le rejeter sur les Carpates et rompre le front. Il n'abandonna pas cette idée, même, au milieu de juin, lorsque se multiplièrent les indices d'une vaste offensive russe contre le saillant de Bobrouisk à Vitebsk. L'erreur ainsi commise sur les intentions de l'ennemi ne pouvait plus être réparée. Avant que des forces suffisantes, prélevées en Ukraine septentrionale, eussent pu parvenir dans le secteur Central, le manque de carburant obligeant à transporter les unités rapides par le rail, ce front, qui avait reçu mission de se défendre sur place, fut crevé en plusieurs endroits ; seuls des débris des 9e, 4e et 3e armées blindées purent encore se soustraire à l'encerclement dans la région de Bobrouisk, en se repliant en direction de l'est, vers Minsk et Vitebsk. Ce succès des Russes, pour la première fois décisif, détruisit complètement l'équilibre maintenu jusqu'alors avec tant de peine. Pour la brèche, large de plus de 200 kilomètres, qui s'ouvrait sur la frontière de la Prusse orientale, sur la Narev et sur le cours moyen de la Vistule, il fallut opérer des prélèvements sur tous les autres groupes d'armées. Les Russes n'eurent dès lors aucune peine à percer le groupe de l'Ukraine septentrionale au milieu de juillet, à le rejeter jusqu'au San et aux Carpates et à écraser le groupe de l'Ukraine méridionale à la fin d'août, si complè-

tement que des débris purent seuls se sauver à travers les Carpates.

Il ne restait plus qu'à essayer de briser l'élan de l'ennemi aussi à l'est que possible. La chose eût été relativement facile au début si Hitler, comme on l'en pressait, s'était décidé à replier le groupe d'armées du Nord derrière la Dvina pour se créer ainsi de nouvelles réserves. Mais il ne put s'y résoudre, tout d'abord par égard pour la Finlande et pour des raisons de stratégie navale, puis, lorsque le golfe de Finlande fut perdu, par simple obstination.

La possibilité de remporter un succès défensif efficace, qui se serait offerte à un commandement conscient de la situation et du rapport des forces en présence, s'évanouit définitivement après l'été 1944.

Après les pertes de cet été et de l'automne suivant, après le succès du débarquement allié, toutes les bases d'une conduite victorieuse de la guerre même défensive, disparurent. Certes, bien des fautes furent encore commises au cours des neuf mois qui s'écoulèrent jusqu'à la capitulation, mais, dans son ensemble, la situation était devenue la même que pour la France au début de juin 1940, irréparable du point de vue militaire. Le commandement allemand ne possédait plus une seule chance de renverser le cours du destin. Dans le domaine stratégique et par conséquent pour la conduite générale de la guerre, on peut se demander s'il n'aurait pas mieux valu renoncer à l'offensive des Ardennes — incapable d'ailleurs d'atteindre les objectifs qu'elle s'était fixés — pour employer sur le front oriental les forces qui l'exécutèrent.

Quand on considère les opérations sur les autres théâtres, en particulier sur ceux du Sud et de l'Ouest, le même tableau qu'à l'est s'offre à nous (attente trop longue sur la position d'El Alamein, refus d'évacuer la Tunisie à temps, rigidité de la défense après le débarquement de Normandie).

Le bilan d'ensemble est donc des plus clairs. Le commandement allemand ne put s'affranchir des règles immuables de la guerre que pendant le temps où il disposa d'une supériorité

exceptionnelle dans le commandement tactique, l'armement, l'entraînement, très souvent aussi le moral, et où il sut s'en servir avec maîtrise. Quand, peu à peu cette supériorité s'effaça, la guerre reprit son aspect « normal ».

Hitler ne voulut pas s'adapter à ces circonstances.

Les opérations allemandes perdirent tout caractère raisonnable ; leur exécution se trouva paralysée. Désormais elles étaient condamnées à l'échec.

KURT VON TIPPELSKIRCH

L'opération anglo-française en Egypte

(du 31 octobre au 6 novembre 1956)

(fin)

PARACHUTAGE ET DÉBARQUEMENT

Le débarquement devait avoir lieu le 6 novembre, c'est-à-dire au sixième jour plein de l'opération, sans compter les premières actions du 31 octobre au soir. Et les parachutages devaient suivre immédiatement, une demi-heure après le début du débarquement. Dès le 3 novembre, les aviateurs signalaient qu'ils ne trouvaient plus d'objectifs ; et le 4, ils opérèrent au plus près de Port-Saïd, où furent lâchés des tracts.

Mais dès le second jour il était apparu de toute évidence qu'un temps précieux allait être perdu, durant lequel pouvaient se produire toutes sortes d'interventions, une indignation réelle ou feinte se développant à l'encontre de l'opération alliée. Il fallait donc coûte que coûte hâter l'arrivée de l'armada, dont la vitesse fut poussée au maximum. Et ce fut du